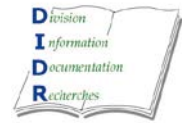


7 mai 2019



## Traitement réservé aux lanceurs d'alerte dénonçant la corruption, le cas de CORPOELEC

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Une corruption d'ampleur, qui affecte le secteur électrique .....	3
2. Traitement réservé aux fonctionnaires ayant dénoncé des actes de corruption.....	5
2.1. Les dispositions juridiques et institutionnelles et leurs limites.....	5
2.2. La répression des voix dissidentes .....	6
2.3. Quelques cas répertoriés de persécutions de fonctionnaires .....	8
Bibliographie.....	10

**Résumé :** Des dirigeants de grandes entreprises et des personnages politiques de premier rang ont été impliqués dans des affaires de corruption de grande ampleur. Les déficiences graves de la société nationale de production et de distribution d'électricité seraient dues à des détournements de fonds qui mettent en péril les installations. Un syndicaliste de cette entreprise qui a dénoncé cette corruption et ses conséquences a été détenu.

**Abstract:** Senior corporate executives and senior political figures have been involved in large-scale corruption cases. The serious deficiencies of the national company of production and distribution of electricity would be due to misappropriations of funds, which put in danger the installations. A trade unionist from this company who denounced this corruption and its consequences has been detained.

**Nota :** La traduction des sources en langues anglaise et espagnole est assurée par la DIDR.

## 1. Une corruption d'ampleur, qui affecte le secteur électrique

De l'avis de nombre observateurs<sup>1</sup>, la corruption généralisée qui sévit au Venezuela n'est pas étrangère à la crise sévère et polyforme que traverse le pays. L'indice de perception de la corruption dans le monde publié par l'ONG Transparency International révèle qu'en 2018 le Venezuela s'est placé à la 168<sup>ème</sup> place sur les 180 pays étudiés<sup>2</sup>.

Pour l'ONG Freedom House<sup>3</sup> : « La corruption est endémique au Venezuela. Les politiques économiques du gouvernement - en particulier le contrôle des devises et des prix - ont considérablement accru les possibilités d'activité sur le marché noir et de collusion entre les fonctionnaires et les réseaux du crime organisé, tout en exacerbant les effets de la crise économique sur les Vénézuéliens pauvres et de classe moyenne ».

En 2016, la branche vénézuélienne de l'ONG « Transparencia International » a entamé une étude<sup>4</sup> portant sur 576 entreprises d'État recensées dont 160 ont fait l'objet d'une analyse spéciale dans quatre secteurs ayant une incidence sur la qualité de vie des Vénézuéliens : agroalimentaire, hydrocarbures, mines et métallurgie, ainsi que les services publics. Les résultats ont montré que la plupart de ces entreprises d'État ont des résultats d'exploitation négatifs, qu'elles ne couvrent pas les besoins de la population, et ne contribuent pas au paiement de leurs impôts au Trésor public. De surcroît, 74,4% d'entre-elles ont fait l'objet de dénonciations publiques pour corruption ou mauvaises pratiques (gestion déficiente, baisse de la production et conflits au travail).

Dans son rapport annuel sur l'année 2017 au Venezuela, l'ONG Transparency International<sup>5</sup> a rappelé que **la justice a été clémente envers des responsables accusés de corruption**. L'ONG a cité le cas de Nervis Villalobos, ancien vice-ministre de l'énergie électrique, et **Javier Alvarado, ancien président de Corpoelec**, qui ont tous deux été accusés par le Parquet général de mauvaise gestion en lien avec la première crise électrique en 2009. Les deux hommes ont été mis en examen par le Parquet national le 30 mars 2015 pour « détournement de fonds, blanchiment d'argent, et association de malfaiteurs ». Pour autant, la 37<sup>ème</sup> Cour de contrôle de Caracas a finalement laissé sans effet les mesures de privation de liberté et du gel de leurs avoirs qu'avait demandé le Parquet à leur encontre. En 2016, la Chambre constitutionnelle a également annulé le jugement d'interdiction de quitter le pays qui pesait sur eux.

Selon une dépêche de l'Agence France Presse (AFP) reprise par l'hebdomadaire *Le Point*, l'ancienne procureure générale, Luisa Ortega Diaz, a dénoncé la corruption qui sévit en haut-lieu dans le pays et a affirmé détenir tous les éléments impliquant le Président Nicolas Maduro et son entourage. Selon cette dernière, « L'Etat vénézuélien a payé 300 milliards de dollars d'argent public pour des chantiers qui sont actuellement paralysés [...]. Beaucoup de preuves [ont été réunies] dans l'affaire *Odebrecht*, qui mettent en cause de nombreux hauts responsables vénézuéliens, à commencer par le président de la République Nicolas Maduro ». La dépêche de l'AFP explique que : « Le groupe brésilien de BTP *Odebrecht*, l'un des plus grands groupes de construction d'Amérique latine, est au cœur d'un scandale de corruption qui a secoué tout le

---

<sup>1</sup> US Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices 2018: Venezuela*, 13/03/2019; Transparencia Venezuela, *Venezuelan crisis is closely related to corruption and poor performance of the 576 State-Owned Enterprises*, 16/11/2018; *The Conversation*, « Venezuela is fast becoming a 'mafia state': here's what you need to know », 15/01/2019; *Le Monde*, « Au Venezuela commence le grand déballage sur la corruption », 24/08/2017.

<sup>2</sup> Transparency International, Venezuela, s.d.

<sup>3</sup> Freedom House: *Freedom in the World 2019 - Venezuela*, 04/02/2019.

<sup>4</sup> Transparencia Venezuela, *Venezuelan crisis is closely related to corruption and poor performance of the 576 State-Owned Enterprises*, 16/11/2018.

<sup>5</sup> Transparencia Venezuela, *Annual Report of corruption in Venezuela 2017*, 16/07/2018, p.26-91-151.

continent, avec la constitution d'un cartel ayant truqué des marchés de sous-traitance de la compagnie pétrolière brésilienne *Petrobras*, distribuant des pots-de-vin à des hommes politiques<sup>6</sup> ».

La corruption, la mauvaise gestion et le manque d'entretien des infrastructures paraissent avoir sérieusement affecté nombre de secteurs économiques, notamment le secteur de la production électrique dans le pays<sup>7</sup>.

Selon un article publié en février 2017 par *Cable News Network (CNN)*<sup>8</sup>, près d'une demi-douzaine de grands ouvrages dont le marché avait été remporté par l'entreprise brésilienne *Odebrecht* – qui aurait versé près de 98 millions de dollars en pot-de-vin à des fonctionnaires de l'Etat vénézuélien - n'ont pas été finalisés. Parmi ces constructions inachevées figure le barrage de la centrale hydroélectrique Manuel Piar à Tocoma qui constitue l'un des cas de corruption avérée dans le secteur de la production électrique nationale<sup>9</sup>.

D'après une dépêche de mai 2017 de l'agence Reuters<sup>10</sup>, les travaux de construction du barrage de la centrale hydroélectrique *Manuel Piar* (à Tocoma dans l'Etat de Bolivar), qui ont débuté en 2007 et dont la date de livraison était prévue en 2012, n'étaient pas totalement achevés en 2017 (à 98%). En dix ans, le budget initial de 3 050 millions de dollars a pratiquement doublé pour représenter en 2017 un coût total de 5 996 millions de dollars<sup>11</sup>.

Plus récemment, nombre de sources<sup>12</sup> ont relayé les pannes de courant géantes qui ont affecté le pays, tout particulièrement en mars 2019. Les autorités en place ont dénoncé un complot de l'étranger et accusé les États-Unis d'avoir notamment lancé une cyberattaque contre la salle de contrôle de la centrale hydro-électrique *El Guri* (situé dans l'Etat de Bolivar)<sup>13</sup>, qui produit 80% de l'électricité du Venezuela<sup>14</sup>.

D'après *International Crisis Group (ICG)*, la panne massive du réseau électrique du 7 mars 2019 a privé d'électricité environ 90 % du pays. ICG précise que : « Caracas a été privée d'électricité pendant deux jours et d'autres régions pendant plus d'une semaine. La panne a entraîné la coupure de l'approvisionnement en eau et des communications, un nombre inconnu de décès dans les hôpitaux en raison de la défaillance des générateurs de secours, et des pillages, notamment à Maracaibo (nord-ouest de la ville). Le gouvernement du président Maduro a invoqué le sabotage par les États-Unis et les alliés locaux, tandis que les experts ont [notamment] accusé les défauts d'entretien. Des

---

<sup>6</sup> *Le Point* (source AFP), « Venezuela: l'ex-procureure en fuite, accuse Maduro de corruption », 24/08/2017.

<sup>7</sup> *Contra Replica*, « Crónica de un colapso anunciado », 11/03/2019 ; *Al Navio*, « 7 años de falta de mantenimiento provocan un superpagón en Venezuela », 08/03/2019 ; *El Pitazo* (Venezuela), « Racionamiento: Única opción de Corpoelec ante precariedad del sistema electric », 28/03/2019.

<sup>8</sup> *CNN* (espagnol), « El escándalo de sobornos de Odebrecht: así es el caso en cada país de Latinoamérica salpicado », 10/02/2017.

<sup>9</sup> *CNN* (espagnol), 10/02/2017.

<sup>10</sup> *Reuters*, « DATOS-Estado de las principales obras inconclusas de Odebrecht en Venezuela », 31/05/2017.

<sup>11</sup> *Reuters*, 31/05/2017.

<sup>12</sup> *Contra Replica* (quotidien mexicain d'investigation), « Crónica de un colapso anunciado », 11/03/2019 ; *Al Navio* (Média latino-américain basé à Madrid), « 7 años de falta de mantenimiento provocan un superpagón en Venezuela », 08/03/2019 ; *El Pitazo* (Venezuela), « Racionamiento: Única opción de Corpoelec ante precariedad del sistema electric », 28/03/2019.

<sup>13</sup> La *Central Hidroeléctrica Simón Bolívar*, connue comme le barrage de *Guri*, est le quatrième plus grand barrage au monde en termes de puissance électrique.

<sup>14</sup> *Al Navio* (Média latino-américain basé à Madrid), « 3 problemas de PDVSA que colapsan el sistema eléctrico en Venezuela », 29/03/2019 ; *Contra Replica*, 11/03/2019.

pannes d'électricité prolongées et généralisées sont survenues le 25 mars, [...] et de nouveau le 29 mars<sup>15</sup> ».

D'après l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés (BAMF)<sup>16</sup>, du 25 au 30 mars 2019, presque tous les États fédérés ont été touchés par des pannes de courant généralisées. Bien que le gouvernement ait continué à invoquer des cyber-attaques ou d'autres technologies d'armement sophistiquées pour ces pannes de courant, les membres de l'opposition et les observateurs internationaux ont estimé que les principales causes du problème étaient liées à la mauvaise maintenance, à une gestion incompétente et au manque de spécialistes<sup>17</sup>.

Fin mars 2019, le média vénézuélien *El Pitazo*<sup>18</sup> a souligné que des spécialistes ont affirmé que le rationnement de l'électricité devra être mis en place par la société nationale de production d'électricité Corpoelec<sup>19</sup>, dans la mesure où l'offre de production électrique, ainsi que les équipements de transport et de distribution n'étaient déjà plus en mesure de répondre aux besoins de l'ensemble du pays.

## 2. Traitement réservé aux fonctionnaires ayant dénoncé des actes de corruption

### 2.1. Les dispositions juridiques et institutionnelles et leurs limites

En son article 57, la Constitution de la République Bolivarienne de Venezuela<sup>20</sup> dispose que :

« Toute personne a le droit d'exprimer librement ses pensées, ses idées ou opinions de vive voix, par écrit ou à travers n'importe quelle forme d'expression, et de faire usage pour cela de n'importe quel moyen de communication et de diffusion, sans intervention de la censure. Celui qui fait usage de ce droit assume sa pleine responsabilité pour tout ce qui a été exprimé. L'anonymat n'est pas permis, ni la propagande de guerre, ni les messages discriminatoires, ni ceux qui font la promotion de l'intolérance religieuse. Les fonctionnaires publics peuvent rendre compte des affaires sous leur responsabilité sans aucune censure ».

Toutefois, selon le département d'Etat américain<sup>21</sup>, bien que la Constitution affirme l'indépendance du pouvoir judiciaire, ce dernier a eu tendance, ces dernières années, à prendre des décisions de justice favorable aux autorités, une situation notamment attribuée à des allégations crédibles de corruption et d'influence politique dans l'ensemble du système judiciaire. Plusieurs carences dans l'organisation de la justice ont entravé la possibilité de traduire les délinquants en justice et se sont traduites par un

---

<sup>15</sup> International Crisis Group (ICG), *Global Overview: Venezuela*, 03/2019.

<sup>16</sup> Federal Republic of Germany, Federal Office for Migration and Refugees (BAMF), *Briefing Notes 1 April 2019: Venezuela*, 01/04/2019.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *El Pitazo* (Venezuela), 28/03/2019.

<sup>19</sup> Corpoelec est le sigle utilisé pour désigner l'entreprise nationale de production d'électricité (Corporación Eléctrica Nacional) créée en 2007 et sur laquelle l'Etat détient un monopole.

<sup>20</sup> République Bolivarienne de Venezuela, Ministère des Relations Extérieures, *Constitution de la République Bolivarienne de Venezuela*, Caracas, 30 décembre 1999, p.13.

<sup>21</sup> USDOS, 19/03/2019.

taux d'impunité de 90 % pour les crimes de droit commun et un pourcentage encore plus élevé d'impunité pour les cas de violations présumées des droits de l'homme<sup>22</sup>.

S'agissant des mesures de protection assurant la protection des dénonciateurs et autres lanceurs d'alerte, une recherche publiée en 2017 par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR)<sup>23</sup> précise qu'**une telle protection existe à l'échelle de l'Etat au niveau du Protecteur du citoyen (Defensoría del Pueblo)**, « dont le travail consiste à protéger les dénonciateurs, à représenter les intérêts de la population du Venezuela et à signaler les actes répréhensibles au sein du gouvernement, y compris les cas de corruption [...]. **Le Bureau du Protecteur du citoyen (ou Ombudsman) a pour mandat d'intervenir dans les cas où les droits fondamentaux des citoyens sont menacés** ou violés par des autorités ou des fonctionnaires du Pouvoir public national (*Poder Público Nacional*). Selon la même source, le Bureau du protecteur du citoyen ne peut pas résoudre les conflits entre des individus; il ne peut intervenir que si l'une des deux parties est une organisation offrant un service public<sup>24</sup> ».

Pour autant, d'après un rapport de mai 2015 publié par l'Université américaine de Washington relatif à la protection des dénonciateurs et des journalistes à l'échelle mondiale<sup>25</sup> : « Le Venezuela n'a mis en place aucune protection spécifique pour les dénonciateurs [ou lanceurs d'alerte], mais **la Constitution interdit explicitement l'anonymat dans les médias, ce qui décourage tout dénonciateur de se manifester**. La Constitution autorise la liberté de pensée et la diffusion de ces pensées, oralement ou par écrit, à condition que la personne qui les exprime assume l'entière responsabilité de leurs répercussions potentielles. La propagande de guerre, l'intolérance religieuse et les déclarations discriminatoires ne sont pas autorisées, y compris celles dirigées contre le gouvernement<sup>26</sup> ».

## 2.2. La répression des voix dissidentes

Dans les faits, **la liberté d'expression s'est progressivement dégradée** dans le pays et plusieurs observateurs de la scène politique et sociale vénézuélienne ont dénoncé la **dérive autoritaire du régime chaviste de Nicolas Maduro**<sup>27</sup>. Selon le rapport annuel 2016 de l'Institut pour la liberté de la presse et de la société (IPYS)<sup>28</sup> qui compile toutes les violations commises contre la presse<sup>29</sup> au cours de l'année 2015 : « Les principes constitutionnels de la liberté d'expression se sont estompés au sein de la société vénézuélienne. Les garanties se sont affaiblies et les autorités publiques ont imposé leur position dominante pour restreindre la liberté d'expression. [Les autorités ont] ordonné des mesures de censure [...], et ont usé de tactiques visant à semer la peur [...].

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Venezuela : informations sur le traitement réservé par le gouvernement ou les groupes progouvernementaux aux personnes soupçonnées de dénonciation ou aux anciens employés du gouvernement (2015-mai 2017)*, 19/05/2017.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> American University, School of International Service, *The State of Whistleblower & Journalist Protections Globally: A Customary Legal Analysis of Representative Cases*, Washington D.C, May 2015, p.76.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Le Monde*, « Venezuela : Luisa Ortega, procureure générale limogée et égérie des chavistes dissidents », 05/08/2017 ; *France Inter*, « Au Venezuela, le président Maduro dérive vers un régime autoritaire », 07/08/2017 ; *Libération*, « Le régime de Maduro n'a plus rien à voir avec le chavisme », 27/01/2019.

<sup>28</sup> L'Institut pour la liberté de la presse et de la société (IPYS) se nomme en espagnol « Instituto Prensa y Sociedad » et en anglais « The Free Press and Society Institute ».

<sup>29</sup> Instituto Prensa y Sociedad, *Abusos de poder silenciaron denuncias ciudadanas*, Informe Anual 2015 IPYS Venezuela, 03/05/2016.

Plusieurs mesures ont eu un effet inhibiteur sur les médias, les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les citoyens<sup>30</sup> ».

Dans un rapport publié en juin 2018, le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies<sup>31</sup> a affirmé que : « Depuis la fin des manifestations de masse de 2017, **les autorités de l'État ont continué d'intimider et de réprimer l'opposition politique et toute personne exprimant des opinions dissidentes ou du mécontentement**, mais d'une manière plus ciblée que lors des manifestations<sup>32</sup>. Selon le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme : « Les violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression ont touché non seulement les journalistes et les professionnels des médias, mais aussi les représentants d'ONG, les universitaires, les dirigeants étudiants, les militants sociaux et politiques et les membres du grand public. **Ils ont été harcelés, menacés, attaqués ou détenus pour avoir exprimé ou publié des opinions contraires** ou dissidentes à l'égard des autorités, notamment lors de manifestations, ou empêchés de faire des déclarations aux médias<sup>33</sup> ».

Pour l'ONG Human Rights Watch (HRW)<sup>34</sup>, aujourd'hui, **plus aucune institution gouvernementale indépendante chargée de contrôler le pouvoir exécutif ne subsiste**. Cette ONG dénonce les agissements du gouvernement qui a réprimé la dissidence en refoulant violemment les manifestations de rue, en emprisonnant les opposants, et en poursuivant les civils devant les tribunaux militaires. Citant les chiffres de *Foro Penal*, un réseau d'avocats vénézuéliens, HRW indique qu'en janvier 2019 plus de 230 prisonniers politiques étaient détenus dans les prisons et par les services de renseignement vénézuéliens<sup>35</sup>.

Plusieurs sources<sup>36</sup> soulignent qu'une discrimination « politique » a été mise en place par le régime. D'après HRW<sup>37</sup>, les personnes qui ont soutenu par le passé les référendums sur les présidences de Chávez et de Maduro ont été licenciées de leurs postes de fonctionnaires gouvernementaux. De surcroît, toujours selon HRW, il existerait des allégations crédibles selon lesquelles le programme gouvernemental de distribution de produits de base à des prix plafonnés a agi de manière discriminatoire à l'encontre des opposants et autres dissidents en les privant d'accès à ses services.

Pour sa part, l'ONG *Freedom House*<sup>38</sup> rapporte qu'en 2017, le gouvernement a déployé « la carte d'identité de la Patrie » qui est indispensable pour avoir accès aux produits de première nécessité subventionnés (nourriture, aide médicale, etc.). Ce dispositif a permis aux autorités d'institutionnaliser une forme de discrimination politique. *Freedom House* explique notamment que : « Dans la période précédant l'élection présidentielle de 2018, le gouvernement a ordonné aux bénéficiaires de l'aide d'exposer leurs cartes d'identité dans des isolements gérés par le gouvernement près des bureaux de vote. Cela a alimenté une perception répandue selon laquelle ceux qui ne voteraient pas verraient l'aide alimentaire retirée [et que les autorités les utilisaient pour surveiller les tendances électorales]<sup>39</sup>.

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> UN Human Rights Office of High Commissioner, *Human Rights Violations in the Bolivarian Republic of Venezuela: a downward spiral with no end in sight*, 07/06/2018.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Human Rights Watch (HRW), *World Report 2019 - Venezuela*, 17/01/2019.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> HRW, 17/01/2019; CISR, 19/05/2017; *Al Jazeera*, "Venezuela: Civil servants to pay for anti-Maduro vote", 24/08/2016.

<sup>37</sup> HRW, 17/01/2019.

<sup>38</sup> Freedom House, 04/02/2019.

<sup>39</sup> *Ibid.*

De la même manière, d'après un analyste principal du *think tank* International Crisis Group (ICG) interrogé le 5 mai 2017 par la CISR<sup>40</sup> :

« Si en théorie il est inconstitutionnel d'empêcher un employé de l'État de s'exprimer, en pratique, il n'existe aucun recours à cet égard, parce qu'il n'y a en réalité aucune loi appuyant l'application de ce principe constitutionnel. [...]. **Si quelqu'un [...] révèle quoi que ce soit que le gouvernement veut garder secret, son nom sera inscrit sur la liste d'exclusion *Maisanta (Lista Maisanta)*.** La même source a déclaré que la liste *Maisanta* est la version « moderne » de la liste *Tascón*, et que l'objectif de la liste *Maisanta* est de couvrir l'ensemble de l'électorat et d'indiquer qui est en faveur du gouvernement et qui ne l'est pas. Selon la même source, **les personnes dont le nom figure dans la « mauvaise » colonne de la liste ne peuvent pas obtenir d'emplois dans le secteur public et peuvent se voir refuser l'accès à des services gouvernementaux [logement, nourriture, etc.]** Dans certains cas, des ministères et des sociétés d'État [...] ont fait pression sur des entreprises privées afin qu'elles n'embauchent pas les personnes figurant sur la liste noire<sup>41</sup> ».

### 2.3. Quelques cas répertoriés de persécutions de fonctionnaires

L'un des cas emblématiques de représailles du régime chaviste à l'encontre des voix dissidentes est incarné par **Luisa Ortega Diaz**, chaviste réputée, qui a occupé le poste de **Procureure générale** de la République bolivarienne du Venezuela depuis 2007<sup>42</sup>. En 2016, à la suite d'arrestations d'opposants, elle a dénoncé la dérive autoritaire du régime et a commencé à s'opposer au président Maduro au sujet de la répression des opposants politiques. Un article du quotidien *Le Monde* daté du 5 août 2017<sup>43</sup> explique qu'elle « a cessé d'inculper des détenus pour motifs politiques, ce qui a amené le pouvoir à recourir à la justice militaire et au Service bolivarien de renseignement (SEBIN<sup>44</sup>), la police politique. D'après le coordinateur de *Provea*, la principale organisation vénézuélienne des droits de l'homme, Luisa Ortega aurait dit que le SEBIN était devenu un Etat parallèle, qui faisait la sourde oreille aux demandes de libération de détenus émanant du ministère public<sup>45</sup> ».

En août 2017, elle a été démise de ses fonctions par la nouvelle Assemblée constituante pour avoir exposé au mois de mars de la même année la corruption qui continuait d'entacher le régime en place ainsi que son président, Nicolas Maduro. A la suite de menaces de mort et d'intimidations à son encontre et à l'encontre de ses proches, elle s'est exilée en Colombie<sup>46</sup>.

Un cas plus récent concerne l'ingénieur **Elio Palacios, secrétaire général du Syndicat Bolivarien de Corpoelec dans l'État de Carabobo**, qui a été **mis en détention** de manière arbitraire par le SEBIN le 14 février 2018. Selon le quotidien *La Izquierda Diario*<sup>47</sup> qui relaye l'information, si le motif exact de son arrestation n'a pas été divulgué par les autorités, l'ingénieur syndicaliste est cependant connu pour avoir dénoncé l'état critique dans lequel se trouve l'industrie électrique dans le pays ainsi que la précarité de la situation de ceux qui y travaillent : Selon ses camarades il aurait publiquement affirmé

---

<sup>40</sup> CISR, 19/05/2017.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *La Croix*, « Venezuela : Luisa Ortega, une conscience au cœur du pouvoir chaviste », 30/05/2017.

<sup>43</sup> *Le Monde*, « Venezuela : Luisa Ortega, procureure générale limogée et égérie des chavistes dissidents », 05/08/2017.

<sup>44</sup> Le « SEBIN » est le sigle utilisé pour désigner le Service bolivarien du renseignement national « Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional ».

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Le Point* (source AFP), 24/08/2017.

<sup>47</sup> *La Izquierda Diario* (premier quotidien digital de la gauche argentine et latino-américaine), « Venezuela: denuncian que el servicio de inteligencia detiene arbitrariamente a dirigente sindical », 15/02/2018.



que : « **Corpoelec est au bord de l'effondrement technique en raison du manque d'entretien préventif de ses équipements et de la corruption [...] et les travailleurs de l'industrie électrique nationale sont persécutés par le gouvernement**<sup>48</sup> ». Des sources proches du leader syndical ont averti qu'il n'était pas impossible que cette arrestation soit une manœuvre des autorités pour discréditer les travailleurs qui dénoncent leurs conditions de travail de manière à les rendre responsables d'un prétendu « sabotage » de l'industrie électrique<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

(Sites web consultés en avril 2019)

### Texte juridique

République Bolivarienne de Venezuela, Ministère des Relations Extérieures, *Constitution de la République Bolivarienne de Venezuela*, Caracas, 30 décembre 1999, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/ve1999.pdf>

### Institution internationale

UN Human Rights Office of High Commissioner, *Human Rights Violations in the Bolivarian Republic of Venezuela: a downward spiral with no end in sight*, 07/06/2018, [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018_EN.pdf)

### Institutions nationales

Federal Republic of Germany, Federal Office for Migration and Refugees (BAMF), *Briefing Notes 1 April 2019: Venezuela*, 01/04/2019, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2006129/Deutschland\\_Bundesamt\\_f%C3%BCr\\_Migration\\_und\\_FI%C3%BCchtlinge%2C\\_Briefing\\_Notes%2C\\_01.04.2019\\_%28englisch%29.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2006129/Deutschland_Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_FI%C3%BCchtlinge%2C_Briefing_Notes%2C_01.04.2019_%28englisch%29.pdf)

US Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices 2018: Venezuela*, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004147.html>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Venezuela : informations sur le traitement réservé par le gouvernement ou les groupes progouvernementaux aux personnes soupçonnées de dénonciation ou aux anciens employés du gouvernement (2015-mai 2017)*, 19/05/2017, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=457059&pls=1>

### Université

American University, School of International Service, *The State of Whistleblower & Journalist Protections Globally: A Customary Legal Analysis of Representative Cases*, Washington, 05/2015, 101 p. <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Opinion/Protection/AmericanUniversitySchool.pdf>

### ONG

International Crisis Group (ICG), *Global Overview: Venezuela*, 03/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-2019#venezuela>

Freedom House: *Freedom in the World 2019 - Venezuela*, 04/02/2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/venezuela>

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2019 - Venezuela*, 17/01/2019, <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/venezuela>

Transparency International, Venezuela, s.d.  
<https://www.transparency.org/country/VEN>

Transparencia Venezuela, *Venezuelan crisis is closely related to corruption and poor performance of the 576 State-Owned Enterprises*, 16/11/2018,  
<https://transparencia.org.ve/venezuelan-crisis-is-closely-related-to-corruption-and-poor-performance-of-the-576-state-owned-enterprises/>

Transparencia Venezuela, *Annual Report of corruption in Venezuela 2017*, 16/07/2018,  
<https://transparencia.org.ve/wp-content/uploads/2018/07/Informe-Corrupti%C3%B3n-TV-2017-ingl%C3%A9s.pdf>

Instituto Prensa y Sociedad de Venezuela (IPYS), *Abusos de poder silenciaron denuncias ciudadanas*, Informe Anual 2015 IPYS Venezuela, 03/05/2016,  
<https://ipysvenezuela.org/2016/05/03/informe-anual-2015-ipys-venezuela/>

## Médias

*Al Navio* (Média latino-américain basé à Madrid), « 3 problemas de PDVSA que colapsan el sistema eléctrico en Venezuela », 29/03/2019,  
<https://alnavio.com/noticia/18054/actualidad/3-problemas-de-pdvsa-que-colapsan-el-sistema-electrico-en-venezuela.html>

*El Pitazo* (Venezuela), « Racionamiento: Única opción de Corpoelec ante precariedad del sistema electric », 28/03/2019, <https://elpitazo.net/occidente/racionamiento-unica-opcion-de-corpoelec-ante-precariedad-del-sistema-electrico/>

*Contra Replica*, « Crónica de un colapso anunciado », 11/03/2019,  
<https://www.contrareplica.mx/nota-Cronica-de-un-colapso-anunciado201911352>

*Al Navio*, « 7 años de falta de mantenimiento provocan un superapagón en Venezuela », 08/03/2019,  
<https://alnavio.com/noticia/17706/actualidad/7-anos-de-falta-de-mantenimiento-provocan-un-superapagon-en-venezuela.html>

*Libération*, « Le régime de Maduro n'a plus rien à voir avec le chavisme », 27/01/2019,  
[https://www.liberation.fr/planete/2019/01/27/le-regime-de-maduro-n-a-plus-rien-a-voir-avec-le-chavisme\\_1705784](https://www.liberation.fr/planete/2019/01/27/le-regime-de-maduro-n-a-plus-rien-a-voir-avec-le-chavisme_1705784)

*The Conversation*, « Venezuela is fast becoming a 'mafia state': here's what you need to know », 15/01/2019, <http://theconversation.com/venezuela-is-fast-becoming-a-mafia-state-heres-what-you-need-to-know-109887>

*La Izquierda Diario*, « Venezuela: denuncian que el servicio de inteligencia detiene arbitrariamente a dirigente sindical », 15/02/2018,  
<https://www.laizquierdadiario.com/Venezuela-denuncian-que-servicios-de-inteligencia-detiene-arbitrariamente-a-dirigente-sindical>

*The Guardian*, « Nephews of Venezuela's first lady sentenced to prison for cocaine plot », 14/12/2017, <https://www.theguardian.com/us-news/2017/dec/14/venezuela-maduro-cilia-flores-nephews-drug-deal-prison>

*Le Monde*, « Au Venezuela commence le grand déballage sur la corruption », 24/08/2017,  
[https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/24/luisa-ortega-commence-le-grand-deballage-sur-la-corruption-au-venezuela\\_5176023\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/24/luisa-ortega-commence-le-grand-deballage-sur-la-corruption-au-venezuela_5176023_3222.html)

*Le Point* (source AFP), « Venezuela: l'ex-procureure en fuite, accuse Maduro de corruption », 24/08/2017, [https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-procureure-denonce-la-mort-du-droit-au-venezuela-et-accuse-maduro-23-08-2017-2151748\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-procureure-denonce-la-mort-du-droit-au-venezuela-et-accuse-maduro-23-08-2017-2151748_24.php)

*IDL Reporteros*, « Suiza abre la caja negra del virrey de Odebrecht en Venezuela », 13/08/2018, <https://idl-reporteros.pe/suiza-abre-la-caja-negra-del-virrey-de-odebrecht-en-venezuela/>

*France Inter*, « Au Venezuela, le président Maduro dérive vers un régime autoritaire », 07/08/2017, <https://www.franceinter.fr/monde/au-venezuela-le-president-maduro-derive-vers-un-regime-autoritaire>

*Le Monde*, « Venezuela : Luisa Ortega, procureure générale limogée et égérie des chavistes dissidents », 06/08/2017, [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/05/luisa-ortega-procureure-generale-limogee-et-egerie-des-chavistes-dissidents\\_5169172\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/05/luisa-ortega-procureure-generale-limogee-et-egerie-des-chavistes-dissidents_5169172_3222.html)

*Reuters*, « DATOS-Estado de las principales obras inconclusas de Odebrecht en Venezuela », 31/05/2017, <https://lta.reuters.com/articulo/domesticNews/idLTAKBN18R2MM-OUSLD>

*La Croix*, « Venezuela : Luisa Ortega, une conscience au cœur du pouvoir chaviste », 30/05/2017, <https://www.la-croix.com/amp/1200851129>

*CNN* (español), « El escándalo de sobornos de Odebrecht: así es el caso en cada país de Latinoamérica salpicado », 10/02/2017, <https://cnn.espanol.cnn.com/2017/02/10/el-escandalo-de-sobornos-de-odebrecht-asi-es-el-caso-en-cada-pais-de-latinoamerica-afectado/>

*Al Jazeera*, « Venezuela: Civil servants to pay for anti-Maduro vote », 24/08/2016, <https://www.aljazeera.com/news/2016/08/venezuela-civil-servants-face-sack-referendum-160823183050669.html>